Cabet

FONDS DUBOIS : 4250

PROTESTATION

DE L'AVOCAT CABET,

EX-PROVOCURER-GÉNÉRAL, EX-DÉPUTÉ,

Contre le refus de l'admettre comme défenseur devant la Cour
d'assises de Toulouse.

Gouhenant est l'accusé principal dans le prétendu complot communiste ; c'est sur lui que pèse toute l'accusation ; sa condamnation n'entraînerait pas nécessairement celle de ses co-accusés ; mais son acquittement rend certainement leur condamnation impossible.

Dès le 30 mars, immédiatement après la levée d'un *secret* de deux mois, *Gouhenant* m'a choisi pour son conseil ou son défenseur, en me priant et me conjurant d'accepter sa défense.—*Dubor*, le second accusé dans l'ordre de l'accusation, et *Perpignan*, m'ont également choisi pour leur défenseur.

Ces accusés faisaient, m'écrivait-on, les vœux les plus ardents pour que j'acceptasse leur défense et n'avaient qu'une crainte, celle que je ne pusse faire un voyage si pénible, si long et si dispendieux.

Convaincu que, dans une affaire aussi capitale, le succès dépend souvent du dévouement du défenseur, résolu à m'identifier avec mes clients, et à partager, pour ainsi dire, leurs dangers ; mais sachant bien, par expérience, que c'est folie pour un avocat de se dévouer à la défense de plusieurs accusés s'il ne peut compter sur leur fermeté, leur constance et leur union, et s'il n'est pas maître absolu de diriger l'affaire comme il l'entend, je demandai, d'abord une *confession* sincère et complète, puis la certitude d'avoir la direction absolue de la défense, pour le complot comme pour la doctrine, sauf à choisir moi-même les coopérateurs que je croirais nécessaires : je ne serais pas venu sans cette condition.

Gouhenant m'ayant répété définitivement, le 9 juillet, que j'aurais *carte blanche*, je promis d'aller les défendre.

Une lettre du 26 juillet m'apporta des transports de satisfaction et de reconnaissance.

Quand, le 5 août, le président demanda à chacun des accusés quel défenseur il avait choisi, Gouhenant, Dubor, Perpignan, répondirent : M. Cabet.

Cependant le président leur nomma d'*office* trois avocats (M. *Gasc* pour Gouhenant, M. *Carivenc* pour Dubor, et M. *Beauté* pour Perpignan), mais en leur disant, m'affirment-ils, que cette nomination n'était que provisoire *jusqu'à mon arrivée*.

Je fis le voyage de Paris à Toulouse, et trouvai M. *Gasc* nommé d'*office*.

Ne consultant jamais d'autre intérêt que celui de la cause qui m'est confiée, toujours prêt à toutes les concessions nécessaires pour tout concilier, désirant même que tous les défenseurs pussent avoir un rôle intéressant, j'étais heureux que MM. *Gasc*, *Joly*,

CB 208166

Alem-Rousseau et leurs confrères, voulussent bien consacrer leur talent, leur énergie et leur influence, au salut de tous les accusés. J'admis donc avec plaisir M. Gasc au partage de la défense; mais je regardais comme mon droit, acquis par la volonté de Gouhenant, de défendre et diriger la cause entière, non seulement pour les questions de *doctrine* résultant de l'accusation de *complot communiste*, mais encore pour toute la partie de l'accusation de *complot* (1) que je croirais nécessaire de traiter, mon intention étant, d'ailleurs, de me concerter avec MM. Joly, Gasc, Alem-Rousseau et nos autres collègues, et de laisser à leur talent la plus grande part possible dans la discussion du *complot* proprement dit.

Tout en arrivant, et avant de conférer avec Gouhenant, je rendis visite au président, et j'appris de lui-même qu'il considérait comme *définitives* les nominations d'office annoncées comme *provisoire*s, et qu'il entendait m'exclure de la défense.

Ce ne fut même qu'avec une peine extrême que j'obtins de lui l'autorisation d'aller voir Gouhenant, dix minutes avant l'ouverture de la séance.

Sans perdre un moment (quoique j'eusse bien des choses à dire à un homme qui m'intéressait si vivement, par sa correspondance et par ses malheurs, et que je n'avais jamais vu), je lui dis : « On me repousse décidément comme défenseur; que comptez-vous faire? » — Protester, me répondit-il sans hésiter, refuser toute défense et tout autre défenseur, vous considérer toujours comme mon conseil et mon guide unique, enfin faire *tout ce que vous me direz*. — Et quelles sont vos raisons? — Depuis 4 mois je vous ai choisi, je vous ai supplié d'accepter ma défense, je vous ai fait ma confession entière, je vous ai conjuré de faire ce long voyage... — Mais apercevez-vous toutes les conséquences? — J'accepte tout, même une condamnation plutôt que de manquer à mon devoir en laissant violer mon droit... Je me ferai traîner, s'il le faut, sur le banc des accusés... — Eh bien! je ne vous donnerais pas de conseils si vous étiez un homme sans intelligence et sans courage; mais comme je trouve en vous toutes les qualités nécessaires pour que je veuille m'identifier avec vous, j'approuve votre résolution : je reste votre conseil et votre guide; et comme j'ai tout prévu, le refus du président et toutes les réponses que vous venez de me faire, j'ai rédigé un projet de déclaration et de protestation; écoutez. — C'est parfaitement cela, répondit-il après la lecture. — Vous pouvez changer, modifier... — Non, rien; d'ailleurs, on va venir nous chercher, et je n'aurais pas le temps de copier. — Eh bien, c'est égal; j'ai le droit de vous conseiller, de vous guider, de rédiger votre protestation, et je ne crains pas qu'on voie que c'est moi

---

(1) Les journaux disent : « MM. Gasc, Carivenc et Beaute, défendront » Gouhenant, Dubor, Perpignan, sur la question de fait ou de *complot*, » et M. Cabet sur la question de *principes*. » Mais c'est là, une erreur ou une inexactitude; et comme on veut en abuser, pour repousser M. Cabet, il devient nécessaire de rectifier le fait : or, la vérité est que Gouhenant choisit M. Cabet pour sa cause entière.

qui l'ai écrite.... Marchons droit, suivons notre *Ligne droite*; soyez tranquille ! Je vais vous défendre sans parler : nous triompherons ; et vous sauverez tous vos camarades. Puis, nous partîmes tous deux pour l'audience.

Je vins alors m'asseoir, en costume d'avocat, parmi les défenseurs. Puis, quand le président, s'adressant à tous les avocats collectivement, leur donna l'avertissement d'usage (qu'ils ne devaient rien dire *contre leur conscience...*), je me levai comme eux, et reçus l'avertissement comme eux. Je crus alors que le président avait changé de résolution à mon égard ; Gouhenant et tout le monde crurent, avec moi, que j'étais accepté comme défenseur : c'est pourquoi Gouhenant consentit à subir son interrogatoire, ce qu'il n'aurait certainement pas fait s'il n'avait pas dû croire que j'étais son défenseur (1) ; mais quand, après ce long interrogatoire, je me levai, vers la fin de l'audience, pour faire une observation, le président me refusa la parole et déclara qu'il ne me considérait pas comme défenseur, par ce que l'art. 295 du code d'instruction criminelle ne permettait pas à un avocat inscrit au tableau de la cour royale de Paris de plaider devant la cour d'assises de Toulouse, et que, par cette raison, il ne me reconnaissait pas plus de droit qu'à tout autre individu qui se trouvait dans l'auditoire.

Gouhenant déclara qu'il m'avait choisi et qu'il me choisissait pour son défenseur principal et même unique, et voulut lire sa déclaration préparée par écrit ; mais le président en refusa absolument la lecture.

L'avocat Gasc prit alors des conclusions pour demander que mon droit fût reconnu par la cour, et plaida l'incident ; il soutint et prouva que l'art. 295 était abrogé par l'usage et par l'ordonnance du 27 août 1850, et qu'il n'empêchait pas un avocat d'exercer sa profession et son ministère devant toutes les cours d'assises de France. — J'aurais pu ajouter quelques arguments péremptoires, parce que j'avais récemment étudié la question et que d'ailleurs j'avais personnellement coopéré, en qualité de secrétaire intime du garde-des-sceaux d'alors, Dupont (de l'Eure), à la confection de cette ordonnance du 27 août 1850 ; mais le président persista vivement à me refuser la parole, même dans ma cause personnelle.

Après la plaidoirie du procureur-général, à laquelle je pouvais répondre victorieusement, je demandai de nouveau à défendre mon droit personnel d'avocat ; et sur ce point, le président et la cour ne pouvaient évidemment refuser de m'entendre, puisqu'il s'agissait alors spécialement de mon droit ; mais le président ne voulut absolument pas me laisser dire un mot, et couvrit ma voix en m'interrompant sans cesse.

Je voulus prendre des conclusions personnelles écrites, et demander acte du refus de m'entendre sur l'incident ; mais le président me rendit la chose impossible, en emmenant la cour dans la chambre du conseil pour délibérer.

---

(1) Cet interrogatoire était bien dangereux ; car, pour prouver qu'il avait écrit une lettre compromettante, on lisait *VOTRE* lettre tandis qu'il y avait *KOT* - E lettre, erreur inconcevable et capitale qu'on reconnut le lendemain.

J'aurais peut-être dû insister davantage pour obtenir *acte* du refus de m'entendre sur l'incident; car, ce refus particulier est, à mon avis, un premier excès de pouvoir qui vicie toute la procédure: mais je craignis que le débat ne devint violent et scandaleux; je cédaï, pour ainsi dire, à la force, espérant, d'ailleurs, que le procès-verbal de la séance constaterait ce refus, trop public et trop notoire pour être douteux.

La cour décida que je ne serais pas admis comme défenseur de Gouhenant, en motivant son arrêt sur l'art. 293.

Gouhenant protesta, déclarant qu'il ne voulait aucun autre défenseur et qu'il refuserait désormais toute réponse et toute défense.

Tout en protestant de mon respect pour la cour, je protestai aussi, en termes que les journaux anti-communistes déclarèrent pleins de convenance, contre tout ce qui venait de se passer, et je protestai non-seulement dans mon intérêt, mais encore et surtout dans l'intérêt de tous les barreaux.

Et ce qui démontre combien ma protestation était légitime, c'est que, le lendemain, le président admit comme défenseur, M. Joly, avocat comme moi à Paris, arrivant exprès comme moi de la capitale, sans lui opposer l'art. 293 qu'il m'opposait à moi-même.

Le président m'invita à rester au banc de la défense, promettant de me demander des renseignemens s'il les jugeait nécessaires à la justification des accusés: mais je refusai d'accepter comme une faveur du bon plaisir, d'ailleurs incertaine, ce que, dans la dignité du barreau je ne pouvais accepter que comme un droit.

Le lendemain, le président réitéra vainement son offre ou sa promesse; j'applaudis au refus réitéré par M. Gasc en mon nom.

Ce fut en vain aussi que le président, sentant bien probablement, que le silence de Gouhenant paralysait tout, l'exhorta de nouveau, plusieurs fois à répondre: Gouhenant judicieux et ferme comme je l'espérais, répondit toujours qu'il expliquerait et qu'il justifierait tout s'il avait son défenseur, mais qu'il garderait un silence absolu tant qu'on me refuserait le droit de le défendre.

Pour ne laisser aucune équivoque, je crus devoir faire imprimer et publier sa *protestation*, qui déclare qu'il n'a aucun défenseur ni aucune défense.

Je crois devoir aussi réitérer et publier *ma propre protestation*, pour l'adresser à tous les barreaux de France. J'y joindrai ma discussion sur la question de savoir si l'art. 293 peut empêcher un avocat de Paris de venir défendre un accusé devant la cour d'assises de Toulouse.

En conséquence, je PROTESTE: 1° Contre le refus de m'admettre comme défenseur; 2° contre le refus de m'accorder la parole sur l'incident.

Et je PROTESTE, non-seulement en mon nom personnel, mais dans l'intérêt de tous les avocats, de tous les accusés, de tous les citoyens.
Toulouse, 24 août 1843.

CABET,

*Avocat à la cour royale de Paris,
reçu docteur en droit.*